

Avec le soutien de
l'Organisation
Internationale de
la Francophonie



الايام

AL AYAM

الاقتصادية
(اسسها وفيق الطيبي سنة 1966)

1000 L.L

- Paris : Le dialogue euro-méditerranéen au féminin
- Gaza : 5,4 milliards de dollars d'aide promis pour reconstruire
- Forum Économique de la Francophonie

N° 81 - Novembre 2014

Fondé en 1966 par Wafic El Tibi

Le match Euro/dollar

Aujourd'hui, de nombreux experts s'interrogent sur ce qui pourrait être la bonne parité dollar/euro. Certains considérant que le dollar est sous-évalué, pendant que d'autres, au contraire, font porter tous les maux de la terre sur un euro surévalué, appelant de leurs vœux une parité euro/dollar aux alentours de 1,20 ou 1,25.

Avant toute affirmation définitive, il nous apparaît utile de rappeler l'évolution historique de cette parité.

Henri-Louis Védie

Professeur (ém.) Groupe HEC-Paris

On constatera que depuis la création de l'euro en 1999, date à laquelle il est devenu la monnaie officielle de certains Etats européens, la parité euro/dollar a oscillé entre 0,82, au plus bas en octobre 2000 et 1,60 en juillet 2008. Leur parité est depuis toujours flottante, donc soumise à la loi de l'offre et de la demande sur le marché interbancaire du marché des changes, le Forex (foreign exchange). Les deux banques centrales rattachées à cette parité sont tout naturellement la Banque Centrale Européenne (BCE) pour l'euro et la Réserve Fédérale (FED) pour le dollar.

Soulignons que ces deux banques interviennent très rarement directement sur les marchés. Par contre les décisions qu'elles prennent – principalement en ce qui concerne les taux d'intérêt pour la FED et les rachats d'actifs pour la BCE – ont des conséquences quasi immédiates sur les marchés.

Précisons maintenant les forces et faiblesses de ces deux devises. En ce qui concerne l'euro, c'est la monnaie des pays membres de l'Union européenne l'ayant adopté. A l'origine, douze des quinze pays membres, choisissent d'entrer dans la zone euro. Manquent à l'appel le Royaume Uni, le Danemark et la Suède. Le Royaume Uni et le Danemark, qui remplissent les conditions d'adhésion, ce qui n'est pas le cas de la Suède, vont bénéficier de la clause dite « opting out », l'option de retrait.

Le dollar valeur refuge

Depuis, d'autres pays ont rejoint la zone euro, le dernier en date étant la Lettonie, portant à 18 sur 28 Etats le nombre de pays ayant adopté cette devise. La monnaie européenne est la deuxième devise utilisée sur le Forex, présente dans 40% environ des échanges. Sa part augmente régulièrement mais lentement. Il est notable que la devise européenne est toujours considérée comme une devise à risque faisant le bonheur des spéculateurs lorsque l'économie mondiale va bien.

Par contre, lorsque le temps s'assombrit, les investisseurs préfèrent se cantonner sur le dollar, toujours considéré comme une valeur refuge qui va s'apprécier en période de crise.

Le dollar est la monnaie la plus utilisée sur le Forex, mais aussi la plus présente dans les transactions avec une part entre 75 et 85 %. C'est donc la monnaie de référence à la fois sur le marché des changes et sur le marché des marchandises. Même s'il est aujourd'hui la deuxième monnaie derrière l'euro en ce qui concerne les billets en circulation, le dollar est toujours la devise de référence du commerce international, c'est aussi la monnaie de la première puissance économique mondiale ayant montré sa solidité à travers les crises. Ceci explique sans doute cela.

Par contre, ce qui échappe sans doute à la logique des marchés, c'est la volonté et la

capacité américaine à choisir le taux de change optimal par rapport aux intérêts américains. A l'origine la parité proposée était de un euro pour un dollar. Dans un premier temps les Etats-Unis qui se méfiaient, et se méfient toujours, de l'euro ont tout fait pour affaiblir cette monnaie, réussissant au-delà de toute espérance comme en témoigne la parité à 0,82 en octobre 2000. Ils allaient cependant rapidement se rendre compte des limites de l'analyse et de sa pratique, les pays européens étant les grands bénéficiaires de cette stratégie leur permettant de développer leur exportations aux dépens des exportations américaines pénalisées par un dollar trop fort lorsqu'elles étaient en concurrence avec les produits européens. Du coup, les Etats-Unis ont choisi une autre politique, tout à l'opposé. Ils ont opté pour un dollar faible par rapport à l'euro. L'euro s'est trouvé surévalué, avec toutes les conséquences que cela entraîne.

La «bonne» parité reste à définir

On remarquera que depuis la création de l'euro, ce sont toujours les Etats Unis qui dirigent les opérations pour infléchir à leur guise la



parité dollar/euro. Et les pays de la zone euro doivent s'adapter bon gré mal gré.

Pour autant la « bonne parité » reste à définir. Si on peut considérer que cette bonne parité est celle qui ne devrait pas pénaliser les exportations des autres, il n'est pas simple de la fixer et de la faire admettre par tous. Entretemps, le match euro-dollar continue avec un avantage pour le dollar qui bénéficie du fait que les Etats-Unis ont une stratégie plus précise que les Etats européens.

Prix du pétrole en baisse...explications



Les cours de l'or noir ont fortement baissé sur les bourses mondiales ces dernières semaines. Le Brent a ainsi perdu 22%, atteignant le 12 octobre un seuil en-dessous de 88 dollars par baril pour la première fois en 4 ans.

Bénéficiant de la levée partielle des sanctions de la part de l'Union européenne, l'Iran a également contribué à la baisse du cours de pétrole. A la suite de l'Arabie saoudite, ce pays a baissé son prix à l'exportation vers les pays d'Asie. Le politologue-orientaliste Vladimir Sajine explique à quoi est liée cette chute des cours. Serait-ce la volonté des producteurs de pétrole ? Ou de facteurs économiques objectifs ?

« Au cours de ces dernières semaines, les prix du pétrole ont chuté si brusquement que cela a provoqué toute une vague de discussions, d'analyses, de suppositions et de prévisions.

Un phénomène qui déclenche des interrogations

Différentes raisons de ce phénomène ont été invoquées – objectives et indépendantes (volonté des producteurs ou des acheteurs), ou subjectives, allant jusqu'à l'hypothèse d'un complot mondial », explique Vladimir Sajine. Les économistes associent à la première catégorie la surproduction de pétrole sur le

marché mondial. Cette situation s'explique par une offre supérieure à la demande, elle-même provoquée d'abord par l'augmentation des volumes de production de pétrole, et ensuite par le ralentissement économique mondial. Ainsi, grâce à la révolution de schiste, la production du pétrole aux Etats-Unis a augmenté de 47% - de 5,7 millions de barils à 8,4 millions de barils par jour.

L'OPEP a également commencé à produire plus de pétrole, en dépassant les quotas d'un million de barils par jour que l'organisation s'était fixée.

Suite page 3

Colloque

Paris : Le dialogue euro-méditerranéen au féminin

Layla Mathieu

Un colloque international sur « le dialogue euro-méditerranéen au féminin » a été organisé au Sénat de la République française, à Paris, le 7 octobre 2014, par l'Association des Femmes Arabes de la Presse et de la Communication (AFACOM) et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la Culture (ISESCO), avec le soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), du Centre Nord Sud du Conseil de l'Europe, de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris (OEG) et de la Fondation Hassan II pour les Marocains de l'étranger.

Inauguré par le sénateur François Grosdidier, Mme Zeina el Tibi, présidente de l'Association des femmes arabes de la presse et de la communication et le Dr Abdulaziz Altwaijri, directeur général de colloque a connu un grand succès tant par l'intérêt des communications que par la qualité de l'assistance. Près de 120 personnes, dont une dizaine de parlementaires dont la Sénatrice Joëlle Garriaud, Vice-Présidente à la Délégation du Droit des femmes, et de nombreux diplomates, ont assisté aux travaux, le matin et/ou l'après-midi. La diversité des communications des participants d'une douzaine de pays des deux rives de la Méditerranée, a permis de couvrir un vaste éventail de sujets et ouvrir des pistes pour de futurs travaux.

Les députées européennes Constance Le Grip (France), Annemie Neyts (Belgique), la députée portugaise Elza Pais, la députée française Marietta Karamanli ont souligné le rôle des femmes dans la vie publique au service de la paix et du rapprochement entre les peuples. L'universitaire libanaise Elham Kallab, dont l'intervention fut particulièrement remarquée, a fait observer que « c'est la femme qui empêche le fils et le mari d'aller à la guerre ». C'est la femme qui a le plus intérêt à la paix, parce qu'elle est une mère et parce qu'elle est une épouse. D'autres participants ont mis en exergue le rôle des femmes dans le cinéma méditerranéen (la journaliste libanaise Houda Ibrahim) ou dans l'économie (l'intellectuelle roumaine Cléopatra Lorintiu)

Répondant à un souhait exprimé par plusieurs oratrices, notamment Mme Nicole Ameline, parlementaire française et présidente du CEDAW, Jean-Marie Heydt Président de la Conférence des ONG au Conseil de l'Europe, a dans sa conclusion souhaité le renforcement des réseaux de femmes ayant pour but de créer les conditions d'une coopération renforcée entre les deux rives de la Méditerranée.

Cette coopération a déjà pris forme avec la signature par Nouzha Bouchareb, présidente de ConnectinGroup International basé à Rabat, et Zeina el Tibi, présidente de l'Afacom, à Paris, d'une convention ayant pour objet de promouvoir le réseautage entre les associations de femmes de la Méditerranée

A l'issue du colloque les participants ont adopté un Appel pour saluer les efforts de tous ceux qui luttent contre les extrémismes, par exemple le Royaume du Maroc qui apporte son soutien à la formation des imams dans de nombreux pays afin de faire prévaloir l'enseignement de l'Islam du juste milieu.

L'Appel invite à la formation d'un comité de suivi qui se réunira régulièrement et prendra les initiatives propres à favoriser la réalisation de ces objectifs.



Colloque international des femmes arabes de la presse et de la communication Sénat - 7 oct. 2014 - Cabd

Appel de Paris (7 octobre 2014)

Réunis à Paris, au Sénat de la République française, les participants au Colloque international sur « le dialogue euro-méditerranéen au féminin », organisé le 7 octobre 2014 par l'Association des Femmes Arabes de la Presse et de la Communication (AFACOM) et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la Culture (ISESCO), avec le soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), du Centre Nord Sud du Conseil de l'Europe et de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris (OEG), ont décidé de lancer l'appel suivant

1°- Les participants –parlementaires, représentants des organisations internationales et de la société civile et experts des deux rives de la Méditerranée- saluent l'initiative de l'Association des Femmes Arabes de la Presse et de la Communication et de l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la Culture (ISESCO) d'organiser ce colloque international ;

2°- Ils soulignent le besoin urgent de nouvelles formes d'entente entre les deux rives de la Méditerranée pour faire face à la montée des tensions et des extrémismes de toute sorte ;

3°- Ils saluent les efforts de tous ceux qui luttent contre les extrémismes et en particulier, le Royaume du Maroc qui apporte son soutien à la formation des imams dans de nombreux pays afin de faire prévaloir l'enseignement de l'Islam du juste milieu, combattre les déviances radicales et encourager le dialogue des cultures et des religions ;

4°- Ils réfutent tout amalgame entre l'Islam qui est une religion tolérante et du juste milieu et des dérives fanatiques restant minoritaires et largement condamnées par les peuples musulmans qui en sont les premières victimes, plus spécialement les femmes et les familles ;

5°- Ils mettent en exergue le rôle des femmes dans la promotion d'un dialogue euro-méditerranéen concret fondé sur le respect réciproque entre les peuples des nations de la Méditerranée;

6°- Ils insistent sur la responsabilité particulière des femmes parlementaires, des intellectuelles, des journalistes, des dirigeantes d'ONG et des femmes de la société civile pour créer les conditions favorables à des échanges;

7°- Ils appellent à encourager le renforcement de réseaux de femmes ayant pour but de créer les conditions d'une coopération renforcée entre les nations des deux rives de la Méditerranée;

8°- Ils appellent à la formation d'un comité de suivi qui se réunira régulièrement et prendra les initiatives propres à favoriser la réalisation de ces objectifs.

Création d'un Institut africain de géopolitique

L'Observatoire d'études géopolitiques de Paris et le Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Dakar ont annoncé lors d'une conférence de presse à Dakar, le 16 Octobre, la création d'un Institut africain de géopolitique. La cérémonie du lancement de l'Institut a été marquée par la présence d'un très grand nombre de chercheurs et d'universitaires, de représentants d'instances publiques sénégalaises et de membres du corps diplomatique.

Cet institut est dirigé par le Dr Babacar Diallo directeur du CEDS Dakar et le Dr Charles Saint-Prot, directeur de l'OEG qui assume la

fonction de doyen. Le bureau rassemble des universitaires et des experts africains (Bénin, Côte d'Ivoire, Maroc, Sénégal, etc.) et français dont l'universitaire Christophe Boutin qui est directeur des études. Les présidents de la République de Côte d'Ivoire et du Sénégal président le comité d'honneur.

L'Institut africain de géopolitique est une organisation non-gouvernementale internationale dont le siège central est à Dakar (Sénégal). Il dispose de bureaux à Abidjan, Paris et Rabat. L'Institut a pour mission de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique africaine. Il poursuit ses objectifs

notamment grâce à l'organisation de colloques, de conférences, de tables rondes, de prestations intellectuelles, de cours, de formations et par la création et la diffusion de supports écrits ou audiovisuels.

L'Institut met en place des programmes adaptés, au profit des décideurs privés ou publics, en particulier ceux qui ont en charge la gouvernance politique, économique, diplomatique et sécuritaire. L'objectif est également de devenir un organisme d'enseignement de haut niveau, délivrant des diplômes supérieurs de façon à intéresser à la géopolitique des étudiants qui seront les décideurs de demain. C'est pourquoi,

l'institut va créer un master spécialisé et une école doctorale de façon à encourager les études universitaires de géopolitique.

Un séminaire sur le thème «La Communauté internationale face au terrorisme mondialisé des djihadistes auto-proclamés de Daech : quelle doit être la contribution des musulmans d'Afrique?», a été organisé à l'occasion du lancement de l'IAGeo.

Site internet : www.iageo.org

Gaza : 5,4 milliards de dollars d'aide promis pour reconstruire

La communauté internationale a promis, le 12 octobre, au Caire 5,4 milliards d'aide à la bande de Gaza dévastée par 50 jours de guerre cet été mais, au diapason des Etats-Unis, elle exige des Israéliens et des Palestiniens qu'ils reprennent sérieusement les négociations de paix.

Le Qatar a promis de très loin la plus grosse contribution lors de la Conférence internationale pour la reconstruction de Gaza, avec 1 milliard de dollars. Washington a pour sa part annoncé une «aide immédiate» de 212 millions sur un total de 400 millions de dollars en un an, et l'Union européenne une somme de 450 millions d'euros.

La cinquantaine de pays et organisations internationales représentées au Caire «ont promis approximativement 5,4 milliards de dollars (4,3 milliards d'euros), dont la moitié pour la reconstruction de Gaza, et se sont engagés à payer «dès que possible», a déclaré le ministre norvégien des Affaires étrangères, Boerge Brende, dont le pays était le co-organisateur de la conférence avec l'Egypte. Il n'a pas détaillé dans l'immédiat à quoi allait être affectée l'autre moitié de l'aide promise.

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, s'est montré très ferme lors de cette conférence internationale des donateurs : la communauté internationale est prête à financer mais plus question de se contenter de cessez-le-feu. Il faut reprendre les négociations de paix qu'il avait impulsées en 2013 avant qu'elles n'échouent en avril, a-t-il insisté.

«Un cessez-le-feu, ce n'est pas la paix»

Le même ton a été adopté par l'ONU et les pays de l'Union européenne, préoccupées par d'autres guerres dans la région, notamment contre les djihadistes de l'Etat islamique. Ils sont aussi lassés comme le reste du monde par près de sept décennies d'un conflit israélo-palestinien dont le dernier épisode sanglant, en juillet et août, a tué près de 2.200 personnes dans la bande de Gaza et 73 Israéliens.

L'Autorité palestinienne avait réclamé 4 milliards de dollars d'aide à la communauté internationale pour reconstruire l'enclave qui a connu trois guerres en six ans.

Tout en promettant une «aide immédiate» américaine, John Kerry a tapé le premier du poing sur la table. «Un cessez-le-feu, ce n'est pas la paix. Nous devons nous rasseoir à la table [des négociations] et aider les parties à faire des choix difficiles, de vrais choix», a-t-il lancé fermement. «Ces choix dépassent un simple cessez-le-feu parce que même le cessez-le-feu le plus durable ne peut remplacer la paix,

même le cessez-le-feu le plus durable ne peut remplacer la sécurité pour Israël et un Etat et leur dignité pour les Palestiniens», a ajouté John Kerry dans un vibrant appel lancé devant une trentaine d'autres chefs de la diplomatie et représentants d'une cinquantaine de pays et organisations internationales.

Ban Ki-moon à Gaza

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lui aussi d'un ton ferme, lui a emboîté le pas. «Gaza reste une poudrière» et ses habitants «ont désespérément besoin de voir des résultats dans leur vie quotidienne», a-t-il lancé. «Vous devez comprendre le niveau de frustration [...] Comme secrétaire général, je suis très en colère» de la situation, a-t-il ajouté.

Et de rappeler qu'«en 2009, la communauté internationale s'était déjà réunie» en Egypte pour la reconstruction de Gaza. «Nous sommes à nouveau ici» et «le cycle construction-destructions se poursuit, il empire», a-t-il regretté.

Ban Ki-moon a annoncé qu'il se rendrait mardi à Gaza pour, a-t-il dit, «écouter directement» les habitants de l'enclave.

Puis ce fut Catherine Ashton, la chef de la diplomatie de l'Union européenne, pour qui «cela doit être la dernière fois que l'on appelle la communauté internationale à reconstruire Gaza». «On ne peut pas retourner au statu quo ante qui s'est révélé intenable [...] Il faut une solution politique pour Gaza dans le cadre plus large de discussions entre Palestiniens et Israéliens sur la solution à deux Etats [...], la seule véritable solution à ce conflit».

Israël campe sur ses positions



Mais la perspective d'une relance des négociations a été fraîchement accueillie par le ministre des Affaires étrangères d'Israël, qui n'avait pas été invité au Caire.

«Il faut voir dans quel cadre et sur quels points porteraient ces négociations. Si elles ne portent que sur les exigences palestiniennes alors c'est peine perdue», a tranché Avigdor Lieberman, dont le pays maintient toutes ses exigences, notamment le désarmement des combattants des islamistes du Hamas qui dirigent de facto Gaza.

La communauté internationale attend d'Israël un assouplissement du blocus imposé depuis huit ans sur la bande de Gaza. Elle espère aussi une plus grande stabilité politique à Gaza avec la réconciliation récente entre l'Autorité palestinienne, dominée par le parti nationaliste Fatah de Mahmoud Abbas, et le Hamas, considéré comme un mouvement terroriste par Israël, les Etats-Unis et certains pays européens.

Le gouvernement d'union palestinien s'est réuni à Gaza jeudi pour la première fois depuis sa formation en juin, après des années de déchirements entre Hamas et Fatah.



Prix du pétrole en baisse...explications

Suite de la page 1

En outre, les pays producteurs du pétrole comme l'Iran, la Libye et l'Irak, commencent à revenir sur le marché pétrolier mondial.

Dans le même temps, on assiste à une baisse de la demande d'or noir dans le monde. Ainsi la Chine, dont la croissance économique commence à ralentir, nécessite déjà moins d'énergie. Et Pékin continue cependant à augmenter ses réserves stratégiques.

La situation est également loin d'être brillante dans l'économie mondiale, à en croire les pronostics du Fonds monétaire international. L'agence d'information sur l'énergie américaine (EIA) a réduit ses prévisions de croissance pour la demande de pétrole dans le monde de 100.000 barils par jour à 1,24 million de barils, ce qui a naturellement conduit à la baisse des prix du pétrole.

Dans ces conditions, l'Arabie saoudite est en train de changer de toute urgence son vecteur de politique pétrolière, en commençant à se battre pour sa part sur le marché dans des conditions de prix de plus en plus bas. En effectuant ouvertement le dumping

des prix, Riyad a déjà baissé les prix à deux reprises pour les consommateurs asiatiques. Les saoudiens ont l'intention de combler ces pertes en augmentant les volumes du pétrole livré dans ces pays.

C'est justement cet accord sur l'achat des volumes importants de pétrole qui est la condition préalable à la réduction accordée sur le pétrole saoudien.

En même temps, l'Iran, revenu sur le marché pétrolier mondial après de longues années de sanctions, malgré des coûts financiers exorbitants, a également commencé sa chasse aux clients, en baissant les prix sur son pétrole de 85 cents pour le baril jusqu'à 96 dollars. Et même si Téhéran n'est pas intéressé à vendre l'or noir pour un prix inférieur à 100 dollars le baril, il est obligé de faire des compromis sur les prix pour ne pas perdre ses clients.

L'Iran et l'Arabie saoudite ont été rejoints par l'Irak dans cette tendance.

La baisse des prix du pétrole dans le monde est accompagnée par des spéculations sur une éventuelle menace de la « guerre des prix » au sein de l'OPEP. Cette organisation fournit 40% de pétrole dans le monde. Le marché est en baisse, et les fournisseurs de

pétrole commencent à entrer en concurrence rude pour s'arracher des parts dans les ventes mondiales. Cependant le ministre iranien du Pétrole Bijan Namdar Zanganeh a déclaré que les « actions des différents pays pour réduire le prix du pétrole ne peuvent pas être considérées comme une guerre pour faire baisser les prix mondiaux ».

Cependant certains politologues voient dans la baisse des prix du pétrole une volonté d'utiliser l'or noir comme une arme dans la lutte politique et économique.

Selon certaines suppositions, les actions de l'Arabie saoudite sont destinées à contrer la révolution de schiste américaine, qui agace beaucoup les monarches pétroliers du Moyen-Orient. Les gisements de pétrole de schiste américains sont rentables si le prix du pétrole n'est pas inférieur à 80-85 dollars.

Selon une autre version, Washington aurait convaincu les Saoudiens d'augmenter la production pour faire baisser les prix du pétrole et punir ainsi la Russie à la suite de l'adhésion de la Crimée et la crise au Sud-est de l'Ukraine. Mais dans ce cas de figure, les Etats-Unis nuiraient à leur propre économie, ce qui prouve que cette version n'est pas vraisemblable.

La situation actuelle sur le marché pétrolier a semé la panique. Les experts n'hésitent pas à admettre qu'ils ne peuvent plus donner de pronostic précis sur des prix du pétrole. Alors que les uns parlent de 100 dollars par baril, d'autres prédisent une chute jusqu'à 60 dollars. Malgré la panique, le FMI a cependant donné ses prévisions sur les prix du pétrole d'ici un an. Selon ces prévisions, le cours du Brent chutera en-dessous de 60 dollars avec une probabilité de 0,6%. Toutefois la probabilité que le pétrole coûte 60-70 dollars est de 2,3%, 70-80 dollars – 7,2%, 80-90 dollars – 22,9%, 90-100 dollars – 50,8% et plus de 110 dollars – 23,3%. La situation est aggravée par le fait que tous les acteurs du marché pétrolier n'ont pas les mêmes positions initiales. Leurs budgets sont définis sur la base des indices de prix de pétrole différents. Si pour l'Arabie saoudite le prix critique du pétrole est de 89 dollars par baril, en Russie ce prix est de 96 dollars, et en Iran – plus de 100 dollars par baril.

La lutte sur le marché pétrolier – qu'elle soit économique, ou politique - promet donc d'être acharnée. Les pays vont continuer à se battre pour chaque pourcent, et pour chaque client.

Francophonie

Forum Économique de la Francophonie



A l'occasion du Sommet de la Francophonie à Dakar, le Sénégal, pays hôte du XV^e Sommet de la Francophonie les 29 et 30 novembre prochains, organise le premier Forum économique de la Francophonie (FEF) les 1^{er} et 2 décembre 2014 à Dakar, sur le thème : dynamiser le potentiel et des pays francophones.

Cette initiative doit permettre d'inscrire la Francophonie dans l'action concrète, et ce en réponse aux nombreux défis auxquels sont confrontés les États membres. L'objectif de cet événement est donc d'impulser une action collective autour du potentiel économique que représente la Francophonie, avec ses 750 millions d'hommes et ses 7 200 milliards de dollars de PIB générés par 57 États membres répartis sur les cinq continents.

L'ambition de ce Forum est donc de faire un état des lieux de la situation économique de la Francophonie et de souligner les enjeux et perspectives de développement tout en

renforçant les liens entre les membres.

Selon les organisateurs, un nombre important de mesures et d'initiatives doivent être prises en mobilisant l'ensemble des acteurs de la Francophonie, afin de dynamiser ce potentiel et en faire un réel moteur de croissance durable.

L'OIF précise que «cette initiative, qui a vocation à devenir un rendez-vous annuel, doit permettre d'inscrire la Francophonie dans l'action concrète en réponse aux nombreux défis auxquels sont confrontés ses États membres et ainsi en faire un levier de croissance et d'innovation».

Ainsi, les décideurs politiques et économiques de la Francophonie, discuteront durant ces deux jours dans le but d'élaborer des mesures autour de sujets concrets comme : Quelle Francophonie économique ? Pour quels objectifs ? Le numérique et les médias Francophones peuvent-ils servir de leviers ?...

Prix Léopold Sédar Senghor du premier roman francophone

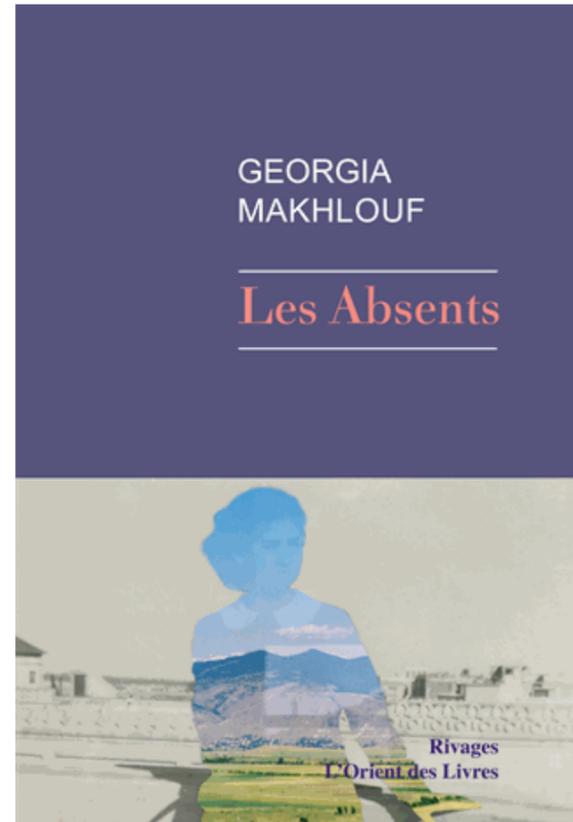
La journaliste libanaise Georgia Makhlouf, a reçu, en octobre, le Prix Léopold Sédar Senghor du premier roman francophone pour son roman intitulé « Les Absents » paru début 2014 chez Payot et Rivages en France et les éditions l'Orient des Livres. Le prix Senghor, créé en 2006, a pour but de distinguer et promouvoir des écrivains d'expression française qui ont réussi à créer, en utilisant la langue qu'ils ont en partage, des œuvres de beauté et de qualité, chargées d'humanité, expressives d'un langage neuf et d'harmonies originales

Dans son roman, Georgia Makhlouf part d'un vieux carnet d'adresses pour se demander ce que sont devenus les personnes y figurant et en partant de cette interrogation crée une trame qui est prétexte à « faire émerger des souvenirs, restituer la sensation ». Entre Beyrouth et Paris, la narratrice nous livre le récit d'une vie commencée sous les auspices d'une enfance heureuse, avant d'être brutalement

brisée par la guerre et l'exil. Elle le fait à travers les portraits de ceux qu'elle nomme les «absents», personnages qui ont croisé son parcours à différents moments et ont disparu. Leurs noms ont figuré un temps dans ce carnet d'adresses, puis ont été biffés ou effacés au gré des circonstances, des brouilles, des disputes, des changements d'itinéraire, des décès.

On s'aperçoit au fil des pages que ces portraits entretissés, toujours vivaces et précis, dessinent en négatif l'image volatile de celle qui les brosse, hantée par une absence à soi qui se nourrit des vertiges de la mémoire. Car loin de toute confession anecdotique, c'est bien du lien ténu entre les êtres, à la fois incarné et immatériel, dont nous parle ce roman qui défie

les lois admises de l'autobiographie. A travers une galerie de portraits de personnes qui ont traversé sa vie, Georgia Makhlouf, tisse un roman bouleversant, dont le fil conducteur est le Liban.



Salon du Livre Francophone Beyrouth 2014



21^e édition du Salon du livre francophone de Beyrouth, 3^e Salon du livre dans le Monde après Paris et Montréal et environ une centaine d'écrivains et d'auteurs venus de tout le monde.

Du 31 octobre au 9 novembre 2014.

Véritable espace d'échange et porte ouverte sur le Moyen-Orient, il met en valeur la francophonie dans cette région du monde. Il permet aux écrivains de s'exprimer hors des sentiers balisés et de rencontrer un nouveau public.

Après « les mots des autres » en 2013, le thème cette année est « Des mots, des histoires ». Les histoires des journaux, des romans, des bandes dessinées ; les mots, ceux qui écrivent l'Histoire et construisent la mémoire ; les histoires, celles qu'on lit aux enfants, celles

que lisent les enfants.

Les histoires, ce sont, bien sûr, celles auxquelles nous invitent les romanciers et qui enrichissent de leurs fictions l'univers de chacun, plongeant dans leurs expériences, explorant leurs souvenirs et les ressources inépuisables des mots.

Les histoires, ce sont encore ces récits collectifs que construisent les communautés, les institutions, les nations, les réseaux dans la circulation du monde, et qu'interrogent les spécialistes pour écrire et éclairer l'Histoire et donner des repères.

Et puis, les histoires, ce sont d'abord les histoires qu'on écoute ou qu'on lit, enfant, la formidable puissance de l'imagination, l'appropriation confiante des mots, le tissage d'un récit, qui construisent une personnalité et ouvrent à la rencontre.

LISTE GONCOURT – LE CHOIX DE L'ORIENT

Pour la troisième année consécutive, le Prix littéraire francophone régional Liste Goncourt / Le Choix de l'Orient sera décerné au Salon du Livre. Comme l'année passée, le lauréat de l'édition précédente (Sorj Chalandon) se verra remettre par son éditeur (Dar al Farabi) l'édition de son ouvrage en langue arabe. L'édition 2012 avait récompensé Mathias Enard pour son roman Rue des voleurs.

Rencontrant un succès croissant, ce prix, partenariat entre l'Académie Goncourt, le Bureau Moyen-Orient de l'Agence Universitaire de la Francophonie et l'Institut français du Liban, réunissant les deux premières années (2012 et 2013) des jurys étudiants d'Egypte, de Palestine, du Liban, de Syrie et d'Irak s'ouvrira

cette année aux universités de cinq nouveaux pays : Jordanie, Soudan, Djibouti, Emirats Arabes Unis et Yémen.



نمو الاقتصاد اللبناني 1% عام 2014 بسبب الأزمة السورية

دولار لدعم التعليم والمستشفيات والحالات الاجتماعية». وترفض الولايات المتحدة منح مساعدات مباشرة للحكومة اللبنانية على الرغم من أنها تمول مجموعات إغاثة أخرى في لبنان، بينما قدمت فرنسا عرضاً لمساعدة لبنان على الاستدانة لتغطية الأعباء المالية المترتبة عن اللاجئين السوريين. وقال الصفدي «الموقف الفرنسي كان مستغرباً. نحن نعرف ان فرنسا هي من الداعمين الأوائل للبنان سمعنا كلامهم أنهم يريدون ان يساعدونا لكي نستدين. إذا ما أردت ان أستدين لدعم الشعب السوري أعتقد أنه (الأجدى ان) أستدين لدعم الشعب اللبناني وليس دعم الشعب السوري.» وتابع حديثه بالقول إن بلداناً أخرى منها بريطانيا وكندا والنرويج وسويسرا عبرت عن رغبتها في تقديم المساعدة. وأدى الصراع في سوريا والاضطرابات المحلية الى زيادة عجز الموازنة في لبنان بنسبة الثلثين العام الماضي الى 3.93 مليار دولار، ولكن الصفدي قال إنه سيتم تجاوز هذا الرقم هذه السنة بالرغم مما قال إنه ضبط الإنفاق الذي كان يأمل بادئ الأمر أن يؤدي إلى احتواء العجز بقيمة 3.5 مليار دولار. وختم الصفدي «بالنظر إلى كل الضغوط التي نواجهها الآن يجب علينا مراجعة هذا الوضع. وعلى الرغم من كل الضوابط الشديدة التي نمر بها فإننا سنصل قطعاً إلى (عجز للميزانية) قدره 4 مليارات دولار.» وكان العام الماضي المرة الأولى منذ 2006 التي سجل فيها لبنان عجزاً أولياً في الميزانية، ويبدو أنه في الطريق إلى تكرار ذلك في العام الحالي. وبلغ الدين العام للبنان أكثر قليلاً من 60 مليار دولار أو نحو 138 في المائة من إجمالي الناتج المحلي. وذكر الصفدي ان لبنان من المحتمل أن يصدر سندات دولية جديدة لتغطية عجز الاقتراض، ولكن ليس قبل الربع الأول من العام القادم.

وهذا الرقم هو أقل كثيراً من تقديرات حاكم مصرف لبنان المركزي رياض سلامة الذي قال الشهر الماضي ان النمو سيكون ما بين اثنين واثنين ونصف بالمئة. ونما اقتصاد لبنان ثمانية في المئة سنوياً في الفترة بين 2007 و2010 لكن النمو تباطأ منذ انهيار حكومة وحدة وطنية واندلاع انتفاضة في سوريا في 2011. وتعاني السياحة والبناء وهما دعامتان أساسيتان للاقتصاد من آثار الصراع في سوريا وانتشار العنف وعدم الاستقرار السياسي، وهو ما أثار مخاوف السياح الخليجيين الأثرياء وبعض المستثمرين. وقال وزير المال «السياحة والاستثمار العربي في لبنان تقلصا كثيراً، والسياحة العربية تقريباً تقلصت الى أرقام لم يعد لها أهمية. كل هذه الأمور مع الفلق السائد بكل المنطقة انعكس سلباً على الاقتصاد الوطني.» وأضاف «نحن ننتظر أن يزيد العجز عندما حوالي 900 مليون دولار إذا لم يأتنا الدعم الذي نأمل. إذا بقي الوضع السياسي القائم في سوريا ولبنان كما هو، فنحن نتوقع إنه حتى هذا الواحد والواحد ونصف بالمئة ان نخسرها لسنة 2014 لا نمو.» وكان الصفدي قد شارك في إجتماعات البنك الدولي وصندوق النقد الدولي في الأونة الأخيرة وقال «شرحنا مشكلتنا للمجتمع الدولي... والبنك الدولي ساعدنا كثيراً، ساعدنا بأن خرجنا ببرنامج عمل واضح حول ما هي حاجات لبنان... ولكن يبقى المشكل الأساسي هو القطيعة السياسية التي لها تأثير كبير جداً على الدعم الدولي.» ومن المرجح ان تجري مشاورات في بيروت لدعم لبنان في اجتماع يعقد مع البنك الدولي في الثامن من نوفمبر تشرين الثاني. وأشار وزير المال اللبناني «نحن بحاجة إلى 2.6 مليار دولار على مدى ثلاث سنوات بدءاً بضخ 450 مليون

ويقدّر البنك الدولي في تقرير ان الحرب وما نتج عنها من موجة لاجئين الي لبنان سيخفّضان الناتج المحلي الاجمالي الحقيقي بنسبة 2.85 بالمئة سنوياً في الفترة من 2012 إلى 2014 وسيضاعفان معدّل البطالة ليصل الي أكثر من 20 بالمئة وسيزيدان العجز المالي في البلد المثقل بالديون بمقدار 2.6 مليار دولار. وامتدّ الصراع السوري الي لبنان مع وقوع تفجيرات بسيارات ملغومة في بيروت وطرابلس وقتال في الشوارع في مدن رئيسية واطلاق صواريخ في سهل البقاع. وفاقم الشلل السياسي حالة عدم الاستقرار وهو ما وجّه ضربة الي السياحة والتجارة والاستثمار. وأدت استقالة رئيس الوزراء نجيب ميقاتي في مارس آذار وفشل رئيس الحكومة المكلف تمام سلام بتشكيل حكومة إلى انزلاق لبنان نحو حالة من عدم الاستقرار السياسي وقد تستمر هذه الحالة طويلاً حتى يتم الاتفاق على الحكومة الجديدة. وقال الصفدي ان الحكومة الحالية عانت من المقاطعة السياسية لها من بعض البلدان الغربية والخليجية المناهضة لحزب الله الشيعي منذ عام 2011.»

أضاف ان «الدعم الذي كان يأتي إلى الحكومة اللبنانية أيضاً هذا توقف من عدة جهات... الدول المانحة لا تريد أن تعطي لبنان مساعدات بسبب المقاطعة السياسية للحكومة الحالية... هناك دول تطالب بأن يكون هناك حكومة جديدة بشكل هم يرضون عليها.» وقال إن النمو في عام 2013 إنخفض إلى حوالي واحد وواحد ونصف بالمئة بعدما كانت التوقعات في بداية العام أكثر من اثنين بالمئة. «نحن اعتدنا على النمو الذي هو بين 7 إلى 8 بالمئة... ولكن لسوء الحظ النمو عندنا بحوالي واحد وواحد ونصف بالمئة في عام 2013... وعندما يصبح النمو واحداً بالمئة نشعر بفرق كبير، وهذا ما نشعر به اليوم.»

المملكة المغربية تدرش أطول خط لنقل الفوسفات في العالم

المتعلقة بالتكوين الصناعي المرتبط باستخراج ونقل الفوسفات. ويستحوذ المغرب على نحو 85 % من الاحتياطي العالمي من الفوسفات، بحسب تقديرات الخبراء، مما يجعله أحد أهم المصادر العالمية لتوفير العنصر الأهم في المخصبات الزراعية.

وأوضحت مجموعة المكتب الشريف للفوسفات، وفقاً وكالة المغرب العربي للأنباء، أن هذا الخط سيؤدي لتوفير 3 ملايين متر مكعب من المياه سنوياً، بفضل المحافظة على الرطوبة الطبيعية للفوسفات المستخرج، كما سيقصّل انبعاثات ثاني أكسيد الكربون بحوالي 930 ألف طن سنوياً، وتوفير 160 ألف طن من الفيول (البترو) سنوياً. ويعتزم المغرب الوصول بانتاجه من الفوسفات إلى 40 مليون طن من الإنتاج بحلول سنة 2020. وأضافت الوكالة، أن مجموعة المكتب الشريف للفوسفات، انتهت من تشييد مصنعاً جديداً لإنتاج الحامض الفوسفوري تبلغ طاقته الإنتاجية 450 ألف طن سنوياً، بغلاف مالي بقيمة 700 مليون درهم مغربي، مشيرة إلى أن مركز الكفاءات الصناعية، الذي انتهى إنشائه أيضاً سيقوم بتدريب 1200 مندرّب في السنة، بالمجالات

أكدت تقارير إقتصادية بأن المملكة المغربية دشنت أطول خط لنقل الفوسفات في العالم، بطول 190 كيلو متراً، ولفت التقارير إلى أن طاقته الاستيعابية تبلغ 38 مليون طن من الفوسفات سنوياً وتتجاوز تكلفة إنشائه نحو 681.25 مليون دولار. وبدأت المملكة برعاية العاهل المغربي الملك محمد السادس، إنشاء محطة لأنابيب نقل الفوسفات ووحدة لإنتاج الحامض الفوسفوري ومركزاً للكفاءات الصناعية، بالمركب الصناعي للجراف الأصفر (وسط المغرب)، بتكلفة إجمالية تتجاوز من 5.45 مليار درهم مغربي (681.25 مليون دولار).

وحسب ما أوردته وكالة المغرب العربي للأنباء الرسمية، يعتبر خط الأنابيب هذا «أطول خط أنابيب في العالم»، ويسعى من خلاله المغرب إلى «تعزيز ريادته في السوق العالمية للفوسفات (الفوسفات)»، ويمتد هذا الخط بطول 190 كيلو متر، كما أن طاقته الاستيعابية تبلغ 38 مليون طن من الفوسفات سنوياً. ويهيمن المغرب على نسبة 50% من سوق الفوسفات في العالم، حيث ينتج 30 مليون طن من الفوسفات سنوياً، وعلى 47% من صناعة حامض الفوسفوريك، إلى جانب 9.5% من إنتاج السماد العالمي. وسيضمن إنشاء هذا الخط، تطويراً لتزويد وحدات إنتاج الحامض الفوسفوري مع تقليص تكلفة نقل الفوسفات بنسبة 45%، وستقوم بتنفيذه مجموعة المكتب الشريف للفوسفات (حكومية)، وفقاً للوكالة الرسمية.





إنشاء صندوق إعادة إعمار قطاع غزة... هل يصدق العرب هذه المرة؟

وتفي بالشروط، وتلتزم بالمواعيد، وتعمل بأقصى طاقتها، وبأفضل ما عندها، لتخدم هذا الشعب وتكون في عونه، فعملها وإن كان تجارياً نفعياً، إلا أنه يحمل معاني وطنية ودينية وأخلاقية، فلا يجعلوا الجانب المادي ولو كان مغرباً يتغلب على القيم الوطنية والمعاني الإنسانية. على المجتمع الدولي الذي اجتمعت أغلب دوله الغنية والقادرة، واتفقت على إغاثة قطاع غزة ومساعدته، وتعويضه عما أصابه، أن تقوم إلى جانب الدعم المادي بكف يد الاحتلال الإسرائيلي، ومنعه من الاعتداء مجدداً على قطاع غزة، إذ لا يصح أن يقوم العالم بتمويل عمليات إعادة إعمار ما خربه العدوان، بينما تسمح له بعد سنة أو أكثر بالاعتداء مجدداً على الفلسطينيين، وتخریب ما عمروه، وتدمير ما بنوه، خاصة أننا ندرك أنه يشن على الفلسطينيين حرباً جديدة، وعدواناً آخر كل سنة أو سنتين، وفي كل مرة يدمر المشاريع الخيرية، والمؤسسات الوطنية، والمرافق العامة، ويخرب ما مولته الأمم المتحدة أو دول الاتحاد الأوروبي. وحتى توتي المساعدات ثمارها، وتؤدي غرضها، وتكون في مكانها الصحيح، فلا تضيع ولا تهدر، ولا تتأخر ولا تمنع، ينبغي الضغط على حكومة الكيان الصهيوني لتفتح المعابر التي تربط القطاع ببقية الأرض الفلسطينية، وأن تتوقف عن فرض شروطها، فلا يصح أن يتحكم العدو بمخططات الاعمار والبناء، وأن يضع شروطه وقبوضه، وأن يفرض تصوراتيه ويبيسط آراءه، ولا أن يفرض على المساعدات

أكدت تقارير السلطة الوطنية الفلسطينية على أنه أصبح في صندوق إعادة إعمار قطاع غزة مبلغ 5.4 مليار دولار، ولمن لا يعرف في لغة المليارات، ولا يستطيع أن يحيط علماً أو تقديراً بالمبلغ، وهم غالبية مواطني الشعب، الذين يشكلون سواد الأمة الأعظم، ولا يعرفون سوى أرقام المئات ذات الخانات الثلاثة، التي لا تقفز إلى الأربعة إلا في أوقات المحن والمصائب، التي يتوجب فيها الدفع والأداء، وتغيب في مناسبات الأخذ والعطاء، فإن رأس مال صندوق إعادة الإعمار يبلغ خمسة آلاف وأربعمائة ألف مليون دولار أمريكي، وقد أصبح المبلغ مرصوداً بكامله لإعادة إعمار ما دمره العدوان، وتصحيح أوضاع قطاع غزة، وتسوية مشاكله، والنهوض بسكانه، ومساعدتهم على استعادة حياتهم الطبيعية، التي حرّمهم منها الاحتلال بعدوانه الجديد وحصاره القديم.

رغم أن العالم الذي انبرت منه أكثر من سبعين دولة، عربية وأجنبية، وإسلامية وغربية، تساهم وتتبرع وتتعهد بتقديم العون والمساعدة، وقد بدا بعضها سخياً وكرماً فأعطى الكثير، بينما حافظ آخرون على اسمهم، وأبقوا على وجودهم بمساهمات أقل، إلا أنها تبقى مساهمات مشكورة، وعطاءات محمودة، يحفظها الفلسطينيون ويشكرون من كان له يدٌ فيها، ومع ذلك فإن المجتمع الدولي لا يُعذر على صمته الأول، وسكوته القديم، عندما كان يرى جيش الكيان الصهيوني يدوس ويدمر ويخرب، فلا يعني أنهم ساهموا في إعادة الإعمار، أن مساهمتهم هي صك براءة بالنسبة لهم، وأنها غفرانٌ عما بدر منهم، وأنها تعفيهم من المسؤولية القانونية والأخلاقية والإنسانية، تجاه الجرائم التي ارتكبتها الكيان الصهيوني بأموالهم وسلاحهم، وبصمتهم وقبولهم، ولو كان صمت العاجزين، أو سكوت الراضين المباركين، فكلاهما في الإدانة سواء. يعتقد العالم بأن المبلغ الذي قدمته دوله كبير، وأنه يفي بحاجات قطاع غزة، ويلبي طموحات سكانه، ويعوضهم عما أصابهم من العدوان، ويعيد تعمير ما خربته الحروب والحصار، ويمكن الشعب الفلسطيني من استعادة عافيته، واستئناف حياته، واستكمال مؤسساته الوطنية والاقتصادية، ليصل بنفسه إلى مرحلة يكون فيها قادراً على تقرير مصيره، وبناء دولته المستقلة، فبدا راضياً عن نفسه، سعيداً بما أعطى وقدم.

في الوقت نفسه فرح سكان قطاع غزة، المحرومين من العمل ومن سبل العيش الكريم، والذين يعانون ضائقة اقتصادية مهولة، ويواجهون فصل الشتاء القادم بأقطاره الغزيرة، ورياحه الهوج، في ظل البيوت المدمرة، وتحت الخيام الرثة البالية، التي لا تقي برداً، ولا تحمي من الرياح، ولا تمنع تسرب مياه الأمطار، مما جعلهم يتفألون بما سمعوا، ويتابعون ما شاهدوا حتى النهاية، وعيونهم تتطلع إلى اليوم الذي تعود الحياة فيه إلى قطاعهم الحبيب، وتتحرك عجلة اقتصاده البسيط، ويجد فيه أهله فرصاً للعمل الكريم، وأفاقاً رحبة للحياة.

قطاع غزة خصوصاً، والفلسطينيون عموماً في فلسطين المحتلة يستحقون أضعاف هذا المبلغ، إذ هم في حاجة إلى أمثاله وأكثر، بعد أن دمر العدو الصهيوني مدنهم وبلداتهم، واجتاح مخيماتهم، وخرّب أحياءهم، وعاث في أرضهم فساداً، وأفسد عيشتهم، وكبل اقتصادهم، ورهن كل شيء بسلطاته، ولكنهم في حاجة إلى جهة أمينة تتسلم المبالغ، وإلى إدارة حكيمة تعيد رسم الخرائط، وتضع الخطط والبرامج، وشركات صادقة وأمينة، ومهنية وعملية، تحسن العمل،

الدولية
ضرائب
ورسوم،
فستنزفها
بجماركه،
وتستهلكها برسومه، فقد اعتدنا على سياسته القديمة، التي يخدع فيها العالم، ويغدر بها الفلسطينيين، إذ يفتح المعابر يوماً ويغلقها عشراً، ويسمح بدخول سلعةٍ ويمنع عشرات غيرها من الدخول.

أما الفلسطينيون وهم أصحاب الشأن، وأم الولد، الذين ينتظرون بفارغ الصبر اليوم الذي يرفع فيه الحصار، وتزول من أمامهم الصعوبات والعقبات، ليبدأوا في تعمير وطنهم، وبناء دولتهم، وتحسين أوضاعهم، والنهوض بشؤونهم، فإنهم يأملون من سلطتهم وفصائلهم المختلفة، أن ينفقوا فيما بينهم، وأن يتعاونوا لمساعدة أهلهم، وأن يضعوا خلافاتهم السياسية جانباً، فقد أن أوان تجاوزها والقفز عليها من أجل الشعب وحاجته، فلا تكون خلافاتهم عقبة، ولا مصالحهم مقدمة، ولا منافعهم الشخصية والذاتية مقدرة، فشعبهم لن يغفر لهم بقاء جزء كبير منهم في العراء بلا مأوى، وفي الشارع بلا سكن، ومريضهم في المستشفى بلا علاج، وطالبيهم محروم من الدراسة والسفر، ومغتربهم ممنوع من العودة والعمل.

عمالة الأطفال الفلسطينيين في لبنان... ظاهرة خطيرة تنذر بكوارث إنسانية

و قد وضعت وزارة العمل اللبنانية والجامعة الأميركية في بيروت، بدعم من منظمة العمل الدولية، قائمة بالأعمال الخطرة التي تبناها مجلس الوزراء في 2012 بالمرسوم الرقم 8987. القائمة أوردت عمل الأطفال في الشوارع على رأس لائحة الأعمال الأكثر خطورة، فيما تضمنت قطاعات عمل مثل: ميكانيك السيارات، والنجارة، واللحام، وتعبئة اسطوانات الغاز وغيرها. كذلك فإنّ الأطفال العاملين يوجدون في مواقع صناعية تفتقر الى البنية التحتية الملائمة، ويستخدمون مواد متفجرة وقابلة للاشتعال ومواد ضارة أو خطيرة في كثير من المصالح. ووفق إتفاقية حقوق الطفل التي وقع عليها لبنان في أيار 1991، يُعد كل شخص طفلاً ما لم يتجاوز الثامنة عشر من عمره. وبالتالي فإن تعريف عمل الأطفال يشمل بهذا المعنى كل من هم دون الثامنة عشرة سنة. ولكن في ما يختص بالعمل، ثمة تمييز بين مستويين: الأول هو عمل الأطفال الذين لم يبلغوا السن القانونية للعمل، وهو 14 سنة في لبنان وفق التعديل الذي ادخل على قانون العمل عام 1996، بعدما كانت هذه السن سابقاً 8 سنوات فقط. والمستوى الثاني هم المراهقون العاملون ممن تتراوح أعمارهم بين 15 و 18 سنة، ويسمح القانون بدخولهم سوق العمل مع وضع بعض الشروط الخاصة بحمايتهم.

و ما ينطبق على الطفل اللبناني ينطبق على الطفل الفلسطيني، غير أن الأخير عرضة لمزيد من قسوة الحياة و المعاناة، نتيجة القوانين اللبنانية المجحفة، التي تحول دون عمل الفلسطيني في العديد من المهن. إن إستغلال الطفل الفلسطيني، صاحب القضية المركزية للأمة، يجب أن يتوقف، و على الهيئات الرسمية اللبنانية و الفلسطينية العمل لإنقاذه من براثن الحاجة.



و خمسة من أفراد عائلته في مخيم البرج الشمالي، وهو من أب مصري وأم فلسطينية، ولأنه من غير المسجلين لدى الأونروا فإنه قد اضطر الى التعلم في مدرسة «معروف

سعد» على حساب أهله، ولكن بسبب عدم قدرة أهله على دفع قسط المدرسة، وبسبب الظروف المعيشية الصعبة التي تعيشها عائلته انخرط في العمل بالنجارة التي تعتبر خطراً عليه.

ماهر حسام العبدالله، 16 سنة، أراد إعالة والده في مصاريف البيت فترك المدرسة وهو في الأول متوسط، يعمل حالياً في مصلحة لليمون ويتعرض الى الاستغلال، وذلك كله من أجل تحصيل لقمة العيش



هؤلاء هم نماذج صغيرة من الأطفال العاملين الذين يتعرضون للاستغلال يومياً من قبل أرباب العمل، عبر التوبيخ و الضرب و التهديد و التحرش، إضافة إلى حرمانهم من حقوقهم الصحية و المالية، هذا كله لإنهم مُجبرون على تحمل ظروف العمل مهما كانت قاسية في سبيل إعانة العائلة والمساهمة في التخفيف من الوضع الاقتصادي الصعب وتأمين حاجات الأسرة الضرورية.

اندماج الأطفال في ميادين العمل، ظاهرة إجتماعية خطيرة، خلفت وراءها الكثير من التداعيات، لما سببته و تسببه من آثار سلبية، مما دفعت بالهيئات و المؤسسات الإنسانية إلى رفع الصوت عالياً لوقفها، و حماية الطفل و إعادته إلى مسار حياته الطبيعية. وإذا كان هذا حال الأطفال في العالم، فإنه في المخيمات الفلسطينية أكثر بؤساً، ما يستدعي عملاً جماعياً لمساعدة الأطفال اللاجئين و حمايتهم من الإستغلال.

دراسات و إحصائيات

ولا شك بأن أسباب تفاقم هذه الظاهرة في المخيمات الفلسطينية في لبنان إلى تردي الوضع المعيشي للسكان و زيادة نسبة البطالة، خصيصاً بعد نزوح الآلاف من السوريين إلى لبنان و لجونهم الى المخيمات حيث تدني الأسعار بالنسبة للخارج، ما أدى إلى ضيق الحال بالشعب الفلسطيني و دفع بالأطفال إلى ترك مقاعد الدراسة و مزاوله أي نوع من أنواع العمل، بغض النظر عن خطورته و طبيعته، التي لا تتناسب مع سنهم، وذلك من أجل مساعدة عائلاتهم الفقيرة.

و أدى تراجع ميزانية الأونروا، و تقليص خدماتها المقدمة للاجئين، و تراجع تقديمات منظمة التحرير، إلى زيادة تأثير المعاناة الاقتصادية على اللاجئين الفلسطينيين في لبنان. فبحسب دراسة ميدانية للجامعة الأمريكية بالتعاون مع وكالة الأونروا، فقد وصلت حالة الفقر المدقع إلى (66,4%)، و نسبة البطالة وصلت إلى (70%)، بحسب دراسة لمؤسسة شاهد.

وأشارت د. رفيف أحمد علي في كتابها: «عمالة الأطفال الفلسطينيين في لبنان» إلى إحدى الدراسات التي قُدرت عدد الأولاد الفلسطينيين العاملين عام 1997 في لبنان بنحو 8888 ولداً عاملاً، وأشارت إلى نسبتهم التي قدرت بنحو (16.22%)، من مجموع عدد الأولاد الذين بلغ عددهم 56.779 ولداً

نماذج من الأطفال العاملين

و من الذين شملتهم الدراسة: محمد صلاح السيد، 14 سنة، يعيش هو

هذه السياسة أدت الى تباطؤ في نمو المؤسسات الاقتصادية بسبب الخلل البنوي في هيكلية التوظيف العائد الى عدم تأهيل الشباب السعودي لتحمل مسؤوليات العمل. ويعود ذلك للخلل للنظام التربوي القائم في المملكة حيث يتخرج الآلاف من الشباب من جامعات تركز على القضايا الدينية بدلا من القضايا العلمية. هذه الملاحظة تنجر على كافة الدول العربية التي تحتاج الى مراجعة شاملة وجذرية للنظام التربوي القائم بغية تحقيق عدة اهداف منها الاهلية للوظائف الجديدة التي تفرضها التقنيات الجديدة والتكنولوجيا الحديثة و منها المدخل للتجدد الحضاري.



نلفت النظر ان إحصاءات البطالة غير دقيقة وما هو منشور هو أقل من الواقع.

فالحكومات محرجة في ابراز الدلائل القاطعة على فشل سياساتها الاقتصادية والتنموية مماخلق بيئات حاضنة لافكار عبثية مدمرة للمجتمعات العربية حيث اصبح الشباب العربي بسبب احباطه وبسبب الفساد القائم فريسة لافكار وممارسات تؤدي في آخر المطاف الى الهلاك.

كنوع من المخدر للآلام الاجتماعية كما حصل في الجزيرة العربية. اما في لبنان فما زالت الطبقة الحاكمة ممعنة في تجاهل المطالب الشعبية الحياتية و التهميش و التمييز . ثالثا - الآليات.

مسألة الآليات

في غياب حسم الخيارات في تحديد «البيئة الملائمة لوسائل الانتاج» و في الغياب المتعمد لسياسات تحقق العدالة الاجتماعية فمسألة الآليات تصبح شكلية في احسن الاحوال وغير ذي معنى في الواقع. الا ان تحسم الخيارات السياسية للبيئة الملائمة لوسائل الانتاج و دور القطاع العام في الدورة الاقتصادية و الانتاج و في ظل غياب السياسات التي تقرب مسألة العدالة الاجتماعية فلا داعي للتكلم عن آليات لتطبيقها. في غياب العدالة الاجتماعية: المشهد العام

للدول العربية اذا اعتبرنا ان العدالة الاجتماعية مرتبطة بسياسات التنمية الاجتماعية اي القضاء على الفقر المطلق، و دعم العمالة الكاملة على سبيل المثال و ليس الحصر نجد ان النظام السياسي والاقتصادي القائم في الدول العربية لا يراعي مبادئ العدالة الاجتماعية و اسس التنمية الاجتماعية. فالتركيز في النظام القائم هو على الربح السريع والتركيز في التوظيفات في الادوات المالية على حساب القطاع الانتاجي. فمعدلات الفقر تحقق أرقام قياسية في فلسطين المحتلة وقطاع غزة و في مصر و في

لبنان و في العراق و في جميع الاقطار العربية بما فيها دول الجزيرة العربية الغنية بالنفط و الغاز .

فمعدلات الفقر في المملكة العربية السعودية أجبرت الملك عبدالله بن عبد العزيز على صرف المليارات من الريال لزيادة الاجور وتخفيف من حدة الفقر كما تبنت الحكومة سياسة «سعودة» المؤسسات في القطاع الخاص لتوظيف الشباب السعودي العاطل عن العمل بغض النظر عن مستوى الكفاءات والمهارات المطلوبة والتي قد يفقدها الشباب السعودي.

الاجتماعية من باب اعادة النظر في ملكية وسائل الانتاج ودور القطاع العام في المسألة التنموية. سيكون ذلك الامر في صلب الخطاب والسجال السياسي بين مختلف مكونات المجتمعات العربية. لا يوجد حتى الان خطاب سياسي يتطرق بشكل مباشر الى تلك المسألة حتى عند تلك القوى التي تحمل هم المسألة الاجتماعية والاقتصادية سواء كانت قومية او إسلامية او يسارية.

اما القوى الليبرالية فمعتقدوا واضح هو الجنوح نحو القطاع الخاص وآليات السوق لتصحيح «الاشياء» او الانحرافات التي تؤدي الى تمركز الثروة في يد القلة و التأثير على القرار السياسي. و نشك في امكانية نجاح ذلك الحل . ثانيا - في مسألة السياسات.

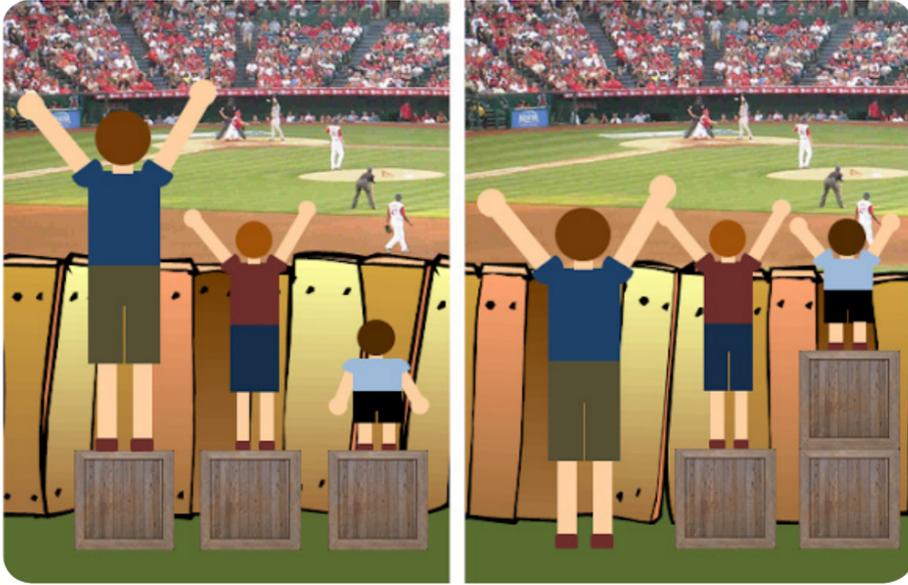
مسألة السياسات

لم نلاحظ اي تطور في السياسات التي تعالج او تصب في اشكالية العدالة الاجتماعية فالقطار العربية التي شهدت حراكا شعبيا، و ما زالت حتى هذه الساعة، لم تستقر على نوع من الحكم والحكومة وبالتالي السياسات التي يمكن من خلالها رصد التطورات الممكنة او المرتقبة في تحقيق العدالة الاجتماعية. نعتقد ان التركيز في مقاربة التطورات ما زال مبكرا و غير ذي جدوى طالما الحراك الشعبي لم يفض الى استقرار سياسي و أمني يمكّن الحكومات من مقاربة الموضوع . أما الدول التي استطاعت ان تتجنب (حتى الآن) حراكا شعبيا يعيد النظر في تركيبة نظام الحكم و شكله فما زالت السياسات المعتمدة قائمة، اي معالجة شكلية و بسيطة للتهميش الاجتماعي والتمييز ومكافحة الفقر والجهل. اقدمت بعض الدول على إقرار بعض الاصلاحات لتجنب الحراك الشعبي كما حصل في المغرب او في سلطنة عمان او في الشروع في النفقات ورفع الرواتب والاجور



العدالة الاجتماعية في قطر العربي: مسائل و تحديات

تتمة الصفحة ٣



ثانياً - الأهداف

الأهداف عديدة نستخلص منها: العمل على تقليص الفوارق الاجتماعية والاقتصادية بين مكونات المجتمعات العربية بغية الغائها. توفير ما يمكن توصيفه بالانصاف والتوزيع العادل للثروة الوطنية، وهذا يخضع لمعايير استثنائية تتغير مع المكان والزمان، التمتع بثمار التنمية الاجتماعية بغية الوصول الى مجتمع الرفاهية. تلتقي هذه المكونات والأهداف مع معظم ما جاء في المشروع النهضوي العربي الذي كرس ست صفحات في

تري الا المقاربة الامنية للحراك الشعبي. البحرين مثل، و لبنان مثل آخر، و كذلك الامر في العراق. الدول الاخرى منهمكة في الصراع الدموي كمصر وسورية واليمن والى حد ما في السودان والجزائر. اولاً- في مسألة ملكية الانتاج. لم نلاحظ اي قرار سياسي في كافة الدول العربية يتناول اعادة النظر في ملكية وسائل الانتاج.

مسألة ملكية الانتاج

فالدول التي تعتمد نهج اقتصاد السوق تنظر الى ضرورة تقليص دور القطاع العام في الدورة الاقتصادية وملكية وسائل الانتاج في القطاعات الاستراتيجية كالنفط والغاز والمواد الاولية المستخرجة والمرافق الاستراتيجية. كما ان معظم الدول العربية اعتمدت وصفات الصندوق النقد الدولي والبنك الدولي في ضرورة تقليص نفقات الدولة واللجوء الى خصخصة المرافق العامة وذلك بنسب متفاوتة بين بلد وبلد. خلال الحراك الشعبي الاخير لم يتغير الوضع عن ما كان عليه قبل الحراك. فالمشاكل البنوية ما زالت قائمة والسجال حول جدوى الخصخصة ما زال قائماً. ويمكن القول انه في ظل الحراك وعدم الاستقرار السياسي والامني فمن الصعب ان تقدم الحكومات على مراجعة «البيئة الملائمة» لملكية وسائل الانتاج. وليس من المؤكد ان الحكومات التي سيفرزها الحراك الشعبي قد تقدم بالضرورة على مقارنة العدالة

تعريفه و تحديد اهدافه والاشكالية الاقتصادية السياسية العائدة له. ففيما يتعلق بـ «الاشكالية» فهي ناتجة عن اعتماد الاقتصاد الليبرالي القائم في الاقطار العربية كمرحج لحمايته وليس فقط لتصحيح اخطائه. واعتبر محررو المشروع ان الحل يكمن في ايجاد بنية ملائمة لملكية وسائل الانتاج، ومنظومة سياسات يتعين اتباعها، والتفكير في آليات تسهل تجسيد العدالة الاجتماعية في الواقع العربي وتعزيزه.

لذلك فان رصد تطورات التي قد تحصل في تحقيق العدالة الاجتماعية تشمل «البيئة الملائمة لملكية وسائل الانتاج» (دون تحديد ملامحها!)، اضافة الى «السياسات» التي يجب اتباعها، و «الآليات» اذا وجدت او قيد الانجاز! البيئة والسياسات والآليات خلال حقبة الحراك الشعبي العربي (2011-2014) لا شك ان دافعا رئيسيا للحراك الشعبي الذي شهدته عدة اقطار عربية هو غياب العدالة الاجتماعية كما تفهمها الجماهير. فبالحس الفطري تعتبر هذه الجماهير ان الفقر والجهل والتهميش والتمييز بين مكونات المجتمع هي محاور العدالة الاجتماعية المفقودة او المغيبة. لكن بالمقابل فان النخب السياسية الحاكمة ابدت حرصها على الحفاظ على الوضع القائم بدلا من معالجة الفجوات بين مكونات المجتمع. فالبقاء في السلطة هو المحرك الاول للنخب وبالتالي لا

لسنا هنا في اطار تأريخ هذه المسألة في الخطاب السياسي العربي نكتفي بالإشارة ان ثورة 23 يوليو المجيدة ونهج الرئيس الراحل الخالد الذكر جعلنا مسألة العدالة الاجتماعية الحلقة المركزية في السياسة التنموية والسياسية تبناها عدد من الاقطار العربية. لكن ما لفت نظرنا هو عدم تحديد وتعريف العدالة الاجتماعية. فاذا كنا بالفطرة نتحسس بضرورتها الا ان تحديد معالمها ما زالت قيد الاجتهاد والتباين.

اشكالية العدالة الاجتماعية

في مؤتمر للمنتدى للبحث الاقتصادي الذي عقد في القاهرة في شهر آذار 2014 تحدث عدد من الباحثين المرموقين عن اشكالية العدالة الاجتماعية. فهناك اشكالية في المنهج كما هناك اشكالية في السياسة. ففي المنهج هناك مسألة قياس العدالة الاجتماعية. اما في السياسة فهناك العلاقة المغيبة حسب بعض الباحثين بين السياسة التنموية والعدالة الاجتماعية. لسنا في اطار سرد كافة الاجتهادات في هذا الموضوع لضيق الوقت والمساحة و لانه ياخذنا الى فضاء فكري خارج اطار هذا المؤتمر. لذلك نتمنى بل نوصي بعقد ندوة او ورشة عمل فيما بعد حول القضايا المنهجية في قياس العدالة الاجتماعية. لكن، نعتقد انه من الضروري تحديد قدر الامكان معالم العدالة الاجتماعية وشروطها. في هذا السياق، نركز على ما قدمه المجلس الوطني للمرأة في مصر من عرض لمفاصل العدالة الاجتماعية.

اولاً- العناصر المكونة للعدالة الاجتماعية

اعتمدت المؤسسات الدولية ومنها منظمة الامم المتحدة، ومعها منظمات المجتمع المدني في عدد من الاقطار العربية كمصر، المكونات التالية: التوزيع العادل لنتائج النمو العام (علما ان تحديد ما هو عادل في التوزيع ما زال بعيدا عن الاجماع والوضوح) القضاء على سياسات التمييز والاقصاء والتهميش الاجتماعي المساواة بين الجنسين (وان كانت هناك اجتهادات متباينة في ذلك الموضوع) تعزيز حقوق المهاجرين والاقليات (وهذه من افرازات الخطاب عن «الآخر» بينما حقوق «الاکثرية» ما زالت مخطوفة من قبل النخب الحاكمة! تكافؤ الفرص، وهنا ايضا مسألة في نسبية التكافؤ.

العدد - ٨١

تاريخ الاصدار: ٣٠ تشرين الاول
٢٠١٤مدير الادارة: خالد وفيق الطيبي
رئيس التحرير: مروان وليد الطيبي

مدير التحرير: عبد معروف

المدير المسؤول: فوزي صولي

ترجمة: وجيه بعيني

مدير العلاقات العامة: ماهر عياش

٠٣/٦٦٥٢٩٥

مكتب بيروت: شارع مار الياس

سنتر دكا - ط٧

هاتف: ٠١/٧٠٥٣١٣

فاكس: ٠١/٧٠٥٣١١

مكتب باريس

زينة الطيبي

Bureau de Paris

Zeina El Tibi

14, Avenue d'Eylau

75016 - Paris (France)

Tel : +33 (0)1 77 72 64 29

e-mail: al_ayam_1966@hotmail.com

الاشتراك السنوي

داخل لبنان:

الافراد: ١٥٠,٠٠٠ ل.ل

المؤسسات: ٢٥٠,٠٠٠ ل.ل

خارج لبنان:

٣٠٠,٠٠٠ ل.ل

عند النخب المتقفة سواء قبل اطلاق
المشروع النهضوي العربي او بعده.
تنمة ص.٢

العدالة الاجتماعية في الوطن العربي

الأيام - الدكتور زياد حافظ

وما زال اليمن في وسط المخاض التحاوري للخروج من أتون الحرب الاهلية. وفي تونس الخضراء ما زال الحراك السياسي يعمّ الفضاء التونسي في الاصلاحات الدستورية و المطالب التي قد تحقق العدالة الاجتماعية والعراق يشهد تدهورا أمنيا سببه التهميش لاحد مكونات المجتمع وايضا بسبب وجود المجموعات المسلحة المتشددة التي تسعى الى اقامة الخلافة في بلاد الرافدين و بلاد الشام. وفي سائر الاقطار هناك ترقب للتطورات السياسية في الدول المجاورة والهاجس الامني يسيطر على كافة الاجندات.

الا في لبنان و مصر حيث المطلب الاجتماعي احرز تقدما ملموسا في الخطاب السياسي. لكن لا بد من طرح بعض القضايا المنهجية في مقارنة العدالة الاجتماعية للتمكن من رصد التطورات بشأنها وهذا ما سنحاول عرضه بشكل سريع في المقطع الاول لهذه الورقة. أما في مقطع لاحق فسنركز على المشهد في بعض الدول لعربية كمثل عن اشكالية الموضوع في ظل الاقتصاد الريعي والنظام الفئوي والنظام الرأس المالي القائم فيها. قضايا منهجية ابرز المشروع النهضوي العربي الذي اصدره مركز دراسات الوحدة العربية عام 2010 بعد ان استغرق من عشرين سنة في البحث و النقاش بين بين ممثلي التيارات الفكرية و السياسية للامة العدالة الاجتماعية كبعد من الابعاد الستة لذلك المشروع. وعلى ما يبدو نرى وجود «العدالة الاجتماعية في صلب الخطاب السياسي العربي

الذي يمكن ان تتخذه. لا نوافق على الكلام الذي يركز على «الخصوصيات العائدة لكل قطر لاحترام سيادتها بل نعتبرها مطية و حماية لمصالح ضيقة مستفيدة من السلطة و الحكم للاستمرار في جني الثروات على حساب الجماهير.

نعي ان هذه المصالح قوية ولها امكانيات ضخمة و ستبذل ما لديها لمنع الوحدة العربية التي تشكل في راينا السبيل الوحيد للخروج من أتون التخلف و الجهل والتبعية و التهميش. فوحدة الامة في اطار الدولة الواحدة هي الحل. والازمات التي تواجه الاقطار لا يمكن ان تكون الحلول لها الا قومية في البنية والاتجاه وذلك حفاظا على المصلحة الوطنية القطرية والسلم الاهلي داخل كل قطر.

الحل الودودي يحافظ على وحدة القطر

فالحل الودودي يحافظ على وحدة القطر وليس العكس. ليس من السهل استعراض التطورات في تحقيق العدالة الاجتماعية في الوطن العربي في ظروف الحراك الشعبي الذي ما زال يعمّ معظم الاقطار. فسورية ما زالت تخوض حربا دفاعية في مواجهة عدوان كوني على الدولة والمجتمع والدور القومي والاقليمي رغم أحقية المطالب الاصلاحية و منها تحقيق العدالة الاجتماعية في بداية الحراك قبل عسكرته واجهاضه.



خلال مقارنة دقيقة للتطورات ظاهرة العدالة الاجتماعية في الوطن العربي لا بد من تحديد منطلقات تلك المقاربة. ونقصد بذلك عدّة مواقف نعتبرها من الثوابت في التشخيص للمشهد العربي نقول بكل صراحة ان العدالة الاجتماعية، و بغض النظر عن الملابس التي ترافق تحديدها و تعريفها، نقول ان هذه العدالة غائبة بسبب التلوث المدمر للمجتمعات العربية اي الاقتصاد الريعي و الفئوية و الفساد. لقد عالجتنا بالتفصيل في ابحاث عديدة عن تلك العلاقة واليوم نعتبرها منطلقا لاي مقارنة في التشخيص وفي تحديد الحلول للمشكلة. اما المنطلق الثاني لمقاربتنا هو اننا نستبعد حل مشكلة التلوث (الريع، الفئوية، الفساد) في اطار الدولة القطرية.

فالتحوّل الى اقتصاد انتاجي لم يعد ممكنا في اطار الحدود الموروثة من الحقبة الاستعمارية وبالتالي السياسات الاقتصادية التنموية في الاقطار بكافة ابعادها لا يمكن ان تقوم الا في اطار الدولة الودودية بغض النظر عن الشكل الدستوري

مؤشر الشهر: الذهب

هبط الذهب والفضة إلى أدنى مستوياتها منذ عام 2010 مع صدور بيانات اقتصادية قوية وصعود الدولار إلى جانب أوامر بيع لوقف الخسارة أدت إلى تسارع نزول المعدنين.

وتضرر الذهب والفضة بشدة بعد صعود الدولار إلى أعلى مستوياته في أمام سلة من العملات الرئيسية. ووجد الدولار دعماً في بيانات الناتج المحلي الإجمالي الأمريكي القوية والخطوة المفاجئة التي اتخذها بنك اليابان المركزي لتوسيع برنامجها للتيسير النقدي وهو ما أدى إلى تراجع الين. وفي آخر أيام شهر ت 1 نزل سعر الذهب في المعاملات الفورية أكثر من اثنين بالمئة إلى 1168.66 دولار للأوقية (الأونصة) مسجلاً أدنى مستوى له منذ يوليو 2010. وانخفض سعر الذهب في العقود الأمريكية الآجلة أيضاً.

وهبط سعر الفضة نحو ثلاثة بالمئة إلى 15.94 دولار للأوقية مسجلة أدنى مستوياتها منذ فبراير شباط 2010. من جهة ثانية أظهرت بيانات من اتحاد شركات الذهب الصينية اليوم الجمعة أن الصين أنتجت 351.73 طن من المعدن النفيس في الأشهر التسعة الأولى من العام بزيادة قدرها 14.3 بالمئة عن الفترة نفسها من العام الماضي. وقال الاتحاد في بيان في موقعه على الإنترنت إن استهلاك الذهب في أكبر مستهلك للمعدن الأصفر في العالم هبط بنسبة 21.4 بالمئة على أساس سنوي في الأشهر التسعة الأولى يصل إلى 754.8 طن.

الخاصة بالفتيات وإلى عوامل ثقافية واجتماعية. إن عمل المرأة المساهم في بناء الأسر المشاركة في عمليات التنمية يعتبر من الأدوار المهمة في المجتمع والذي لا يدخل ضمن الإحصاءات التي تحسب ذلك الجهد حيث لا توجد لحد الآن وسائل لقياس حجمه أو حجم مساهمته في الناتج القومي.

أما من جانب الدور السلبى لعمل المرأة خارج منزلها فإنه قد يؤدي إلى تفكك الأسرة لتركها الأولاد دون عناية وتربية كافية خاصة إذا كان غياب الأب والأم متزامناً، فضلاً عن إرهاق المرأة جسماً لأنها قد تؤدي أعمالاً لا تناسب قدراتها الجسمانية، وقد يتسبب العمل بزيادة نسبة الطلاقات نتيجة إهمال المرأة لبيتها وأطفالها مما يؤدي إلى ظهور الخلافات الزوجية، وأخيراً فإن عمل المرأة قد يؤدي إلى تقليص الفرص أمام الذكور لإيجاد الأعمال. وفي المجال السياسي وجدت المرأة من ينتخبها لتساهم في عضوية البرلمانات العربية أو تتبوأ مناصب وزارية إلا أنها لا تزال تحت المستوى الذي يمثل وجود المرأة في المجتمع.



البطالة في الوطن العربي: أسباب و نتائج

تتمة الصفحة 1

ضعف مستواها بين الذكور، ذلك على الرغم من معدلات النمو في فرص التشغيل العربي تفوق معدلات الدول النامية والمتقدمة. إذ بلغ 2.5% خلال المدة من 1995 _ 2002، لكنه لم يتماشى مع معدلات العرض من العمالة البالغ 3.4% خلال نفس المدة، فضلاً عن عدم تحسين الإنتاجية الفردية وزيادة الدخل الحقيقي مما أثر سلباً على دخل العاملين وانعكس على حالتهم الاجتماعية وزيادة الفقر وانخفاض مستوى المعيشة. ونعتقد أن المشكلة تزداد خطورة كلما تقدمنا نحو إمام بسبب استمرار زيادة معدلات البطالة وعدم إمكانية استيعاب السوق لعرض العمل إذا ما بقيت الحال كما عليها في الوطن العربي.

البطالة بالأرقام

يلاحظ من خلال تدقيق المؤشرات الرقمية لمعدلات النمو السنوية للأقطار العربية أن هناك تفاوتاً ملحوظاً بينها فيما يخص مستويات التشغيل ومعدلات نمو فرص العمل تبعاً للظروف الاقتصادية لكل بلد، من حيث الموارد الطبيعية والبشرية والهيكلية الاقتصادية، حسب ويقدر متوسط نسبة البطالة في الدول العربية بنحو 15% من إجمالي قوة العمل، أي بمعنى أن هناك أكثر من 15 مليون عاطل يبحثون عن العمل من القادرين عليه ولا يجدونه، ووفقاً للبيانات الموضحة بالكشف لاحقاً يتضح أن التفاوت يقع بين 31.1% في فلسطين و1.1% في الكويت.

تشكل نسبة الشباب من العاطلين نسبة 90% في مصر والعراق ونسبة من 40% - 60% في الأردن وفلسطين ولبنان والجزائر وتونس واليمن، وقد

ارتفع المعدل في سوريا للفئات العمرية من 15-24 سنة، ولأن البطالة في الوطن العربي تقع في الغالب بين الشباب طالبي العمل لأول مرة، فإن ذلك يدل على عدم إمكانيات الاقتصادات العربية على تهيئة فرص العمل الكافية للدخول الجدد لسوق العمل بسبب ضعف التنمية الاقتصادية وقلة الاستثمارات الكبيرة التي تستوعب الأعداد الكبيرة فضلاً عن أن أغلب هؤلاء لا يمتلكون الخبرة والمهارة والمعرفة في سوق العمل

دور المرأة

إن بعض الدول العربية أخذت على عاتقها تطوير دور المرأة في المجتمع خاصة من ناحية إشراكها في العمل من أجل تفعيل دورها في عملية التنمية، وبدا جلياً أن دخول المرأة في سوق العمل لدى العديد من الدول العربية ولو أنه بدأ مؤخراً ومن بينها الأردن حيث بلغت نسبة النساء من قوة العمل الأردنية 15.5% وقطر والإمارات 2% وفي لبنان 22% وترتفع هذه النسبة إلى 29% في الأقطار الزراعية كالصومال وموريتانيا، ويقع عمل المرأة فضلاً عن العمل الزراعي

غير المأجور في مجال التعليم والخدمات الطبية والإدارية، أما مساهمتها في قطاع الإنتاج فهي محدودة جداً في معظم البلدان العربية ويعود السبب إلى عدة عوامل منها تعليمية تتعلق بارتفاع نسبة الأمية لدى الفتيات وقلة المعاهد المهنية

عید السنّة الجديدة بيت جديد

مشروع زهرة جادة نبيه بري

صيدا- مقابل السراي

03 - 110 672

07 - 735 209



الأيام باللّغة الفرنسية :
ص. ١٢



الأيام

AL AYAM

الاقتصادية

(أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦)

١٠٠٠ ليرة

- إنشاء صندوق إعادة إعمار قطاع غزة... هل يصدق العرب هذه المرة ؟
- نمو الاقتصاد اللبناني 1% عام 2014 بسبب الأزمة السورية
- المملكة المغربية تدشن أطول خط لنقل الفوسفات في العالم

أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦

العدد - ٨١ - تشرين الثاني ٢٠١٤



الاقتصاد العربي - ص. ٣

الدكتور زياد حافظ
العدالة الاجتماعية في القطر العربي: مسائل وتحديات



القضية المركزية - ص. ٦

الأيام
عمالة الأطفال الفلسطينيين في لبنان...
ظاهرة خطيرة تنذر بكارثة إنسانية

ظاهرة البطالة في الوطن العربي .. إحصاءات تنذر بكارثة

الأيام - عبد معروف

تراجع معدلات التشغيل، خاصة وإن الحاجة لدخول سوق العمل في تزايد مستمر مع ازدياد معدل السكان بصورة خاصة أعمار الشباب التي يتكون منها معظم السكان العرب وبالخصوص منهم الإناث حيث تصل معدلات البطالة إلى ٢٠٠٠

القرن العشرين، من التغييرات، أكثر وأعق ما شهدته في أي فترة مشابهة في تاريخها الحديث (وربما في تاريخها كله) وتعد البطالة من الظواهر المتفشية في الوطن العربي خاصة خلال العقد الماضي بسبب فشل أو ضعف النمو الاقتصادي وتراجع الإنتاج، مما أدى إلى

تعتبر ظاهرة البطالة من الظواهر المتفشية في الوطن العربي خاصة خلال العقد الماضي بسبب فشل أو ضعف النمو الاقتصادي وتراجع الإنتاج، وفشل السياسات العامة التي تتبعها الحكومات على امتداد الأقطار العربية، مما أدى إلى تراجع معدلات العمالة، خاصة وإن الحاجة لدخول سوق العمل في تزايد مستمر مع ارتفاع عدد السكان، خاصة أعمار الشباب التي يتكون منها معظم السكان العرب.

استمرار التباعد الاقتصادي وتراجع العمل العربي الاقتصادي المشترك قد يؤدي الى كارثة

ولا بد من التنبيه إلى خطورة استمرار التباعد الاقتصادي وتراجع العمل العربي الاقتصادي المشترك بين البلدان العربية أي كانت الخلفيات في ذلك، إذ تظهر بعض المؤشرات أن حجم التجارة

وتشير التقارير المتداولة إلى أن نسبة القوى العاملة في الوطن العربي بلغت 28% إذ يبلغ العدد حوالي 82.51 مليوناً، وتبلغ نسبة الأراضي الصالحة للزراعة حوالي 3.63% من مساحته حيث تقع 30% منها في حوض النيل و44% منها في المغرب العربي و22% في الهلال الخصيب والبقية في شبه الجزيرة العربية.

تعاني البلدان العربية من انخفاض مستوى التجانس الاقتصادي والاجتماعي وأحياناً، ولمفهوم التجانس الاقتصادي أبعاد عديدة كالتفاوت في حجم الموارد البشرية والتفاوت في حجم الموارد الطبيعية والتفاوت في حجم



العربية البينية لا يزيد عن 7 إلى 9% من إجمالي حجم التجارة الخارجية العربية،** وبالمقارنة فإن التجارة البينية للمجموعة الأوروبية تمثل 70% من إجمالي التجارة الخارجية للمجموعة، كما تجدر الإشارة إلى أن الاقتصاديات العربية أكثر اندماجاً مع اقتصاديات العالم الخارجي، يتمثل ذلك من خلال المبادلات التجارية مع وجود وسائل اتصال ونقل أفضل بين البلدان العربية والدول الأجنبية مما هو متوفر بين البلدان العربية ذاتها. شهدت المجتمعات العربية خلال السبعينات من

ومستوى وسائل الإنتاج والتقدم التقني والتفاوت في توزيع الدخل وحجمه، أما التجانس السياسي فيبدو من خلال التفاوت أيضاً بين أنظمة الحكم التي تتراوح بين العشاري والملكي والجمهوري والعسكري وغير ذلك، ثم يبدو أيضاً من خلال وجود أو عدم وجود المؤسسات الديمقراطية والحزب الواحد الحاكم أو التعددية السياسية، ويبدو مفهوم التجانس الاجتماعي من خلال التفاوت في مستوى التعليم ونسبة الأمية ومستوى الخدمات الصحية والخدمات الثقافية وغيرها.

مجموعة
اليمن للطباعة



EL YAMAN
GROUP
— Since 1987 —
PRINTING, PACKAGING,
& LABELLING SOLUTIONS

FINAT LABEL AWARD - GERMANY



DUBAI INTERNATIONAL PRINT AWARD - DUBAI



26 YEARS OF EXPERIENCE & PROFESSIONAL PRINTING SERVICES



LABELPRINTING
طباعة لواقص ولابيل



PACKAGEPRINTING
علب و أكياس



BOOKPRINTING
طباعة كتب



INDUSTRIALPRINTING
طباعات صناعية



PROMOPRINTING
مطبوعات دعائية



DIGITALPRINTING
طباعة رقمية



SECURITYPRINTING
طباعات سرية



WEDDINGBOUTIQUE
بطاقات الأعراس



Since 1987

